

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N°361 DU JEUDI 03 JANVIER 2025 – PRIX : 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Général Mamadi Doumbouya

P.3

« L'année 2025 sera une année électorale cruciale pour parachever le retour à l'ordre constitutionnel... »



Édito à vue d'Aigle

Une adresse à la nation et des interrogations !

Le mardi 31 décembre 2024, le président de la transition, le général d'armée Mamadi Doumbouya, s'est adressé à la nation pour la traditionnelle présentation des vœux de nouvel an, faire le bilan des douze mois écoulés et parler des perspectives pour 2025. Dans son discours, l'actuel locataire du palais Mohammed V a tenu à rendre hommage à nos concitoyens tragiquement disparus le 1er décembre 2024 lors de l'événement sportif qui s'est tenu au stade du 3 avril de Nzérékoré...

Manifestation des FVG, discours de l'An 2025

P.3



Le président des jeunes leaders pour une bonne gouvernance exprime ses préoccupations (entretien)

Nouvel An 2025

P.5



Le discours intégral du président Mamadi DOUMBOUYA

Propos de Ousmane Gaoual Diallo, Aliou Bah

P.6



Le RPG hausse le ton à son AG (entretien)

Transition guinéenne

P.3

Le cri du cœur de plusieurs organisations

Ratoma

P.4

Les autorités communales réfléchissent sur la sécurité des citoyens

Justice

P.4

Aliou Bah envoyé en prison pour offense au chef de l'Etat

Édito à vue d'aigle



Une adresse à la nation et des interrogations !

Le mardi 31 décembre 2024, le président de la transition, le général d'armée Mamadi Doumbouya, s'est adressé à la nation pour la traditionnelle présentation des vœux de nouvel an, faire le bilan des douze mois écoulés et parler des perspectives pour 2025.

Dans son discours, l'actuel locataire du palais Mohammed V a tenu à rendre hommage à nos concitoyens tragiquement disparus le 1er décembre 2024 lors de l'événement sportif qui s'est tenu au stade du 3 avril de Nzérékoré.

Il a rappelé qu'en 2024, la Guinée s'est affirmée comme un acteur déterminé sur la scène internationale, avec une diplomatie qui s'est considérablement renforcée.

Pour lui, la justice doit continuer à situer les responsabilités dans le but de soigner les blessures profondes. A titre d'exemple, l'organisation du procès historique des événements du 28 septembre 2009, qui constitue un acte de

Au plan économique, il indiquera dans un pan de son discours que les ressources qui seront générées par les mines du projet Simandou et la transformation locale des minerais par la construction des raffineries nous ouvriront des perspectives heureuses d'avenir.

Le corridor, reliant l'Est à l'Ouest de la Guinée, sera un grand catalyseur du développement socio-économique, dira-t-il. Et de marteler tout haut ce que tout le monde pense tout bas que l'année 2025 sera une année électorale cruciale pour parachever le retour à l'ordre constitutionnel. Il promet dès le premier trimestre de l'année 2025, de signer le décret fixant la date du scrutin pour le référendum constitutionnel après l'élaboration du code électoral. La même année, des jalons forts seront posés pour des élections générales, dans des délais qui assurent une organisation sans faille, et garantissent le respect des résultats des urnes et le choix de nos compatriotes. L'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales a réaffirmé son engagement de continuer à renforcer les fondations de la paix, essentielle pour la prospérité de notre Nation. Aussi a-t-il demandé aux Guinéens en général et aux acteurs politiques en particulier, de regarder d'abord la Guinée, de préserver les intérêts supérieurs du peuple de Guinée dans leur combat politique. Aux Guinéens établis à l'étranger, il a renouvelé sa reconnaissance pour leurs immenses contributions à la construction de notre patrie. Aux amis de la Guinée, aux partenaires au développement, ainsi qu'à toutes les communautés étrangères vivant parmi nous et partageant notre quotidien, il a exprimé sa profonde gratitude.

Mais il faut dire ce discours du tombeur d'Alpha Condé ne rassure pas tout le monde. Pour les détracteurs du CNRD, le général Mamadi Doumbouya aurait dû réitérer sa promesse de ne pas se présenter à la prochaine présidentielle.

Kèfina Diakité



A la veille de cette échéance politique majeure qui engage l'avenir de notre pays, notre responsabilité collective nous commande de la lucidité et un sens élevé de patriotisme.

Nous sommes tous pleinement conscients des défis et des dangers qui caractérisent cette période : les menaces à la quiétude de la population, ainsi que les tensions de tous ordres qui assombrissent l'horizon.

Toutefois, nous réaffirmons que la force de notre Peuple réside dans sa résilience légendaire et dans sa grande capacité à transcender les difficultés tout au long de son histoire. Le retour à l'ordre constitutionnel normal, puisqu'il s'agit bien de cela, doit rester notre principal objectif pour garantir à notre

pays un avenir de paix, de stabilité et de progrès socio-économique.

La quête de cet objectif noble demeure aujourd'hui la pierre angulaire.

Nous devons garder à l'esprit les raisons qui ont entraîné les événements du 5 septembre 2021 mais également les engagements solennels pris ainsi que les promesses qui ont soulevé tant d'espoirs au sein de notre population.

Dans ces moments décisifs, nous avons tous une obligation morale de préserver les intérêts de notre Nation en refusant systématiquement la politique de la violence et des confrontations et privilégier le dialogue sincère et inclusif, seul à même de restaurer la confiance et permettre ainsi à notre pays de tracer les sillons fertiles pour un avenir

radieux. A cet égard, nous invitons l'ensemble des forces politiques, civiles et militaires à faire preuve de retenue et à privilégier le dialogue. L'usage de la force ne résoudra pas durablement les problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui.

Les dures épreuves survenues récemment à Nzérékoré portent encore les stigmates qui ont éprouvé les populations de cette ville.

Gardons tous à l'esprit que notre bien commun est la Guinée, ce pays qui nous est si cher à nous tous et qui nous survivra tous.

Aucune ambition, ni aucune manœuvre ne doivent obscurcir l'horizon radieux réservé à notre pays.

Tout doit être mis en œuvre pour prévenir les tensions prévisibles menaçant la quiétude de nos populations et la restauration pacifique de l'ordre constitutionnel.

Nous en appelons à la sagesse des chefs des confessions religieuses, des chefs traditionnels ainsi qu'aux femmes et hommes de bonne volonté de s'engager en vue de trouver, grâce à leurs bons offices, des bases consensuelles pour une solution juste et durable.

A l'orée de l'année 2025, nous souhaitons à tous nos compatriotes une année de paix, de bonheur et de prospérité.

Que Dieu bénisse la Guinée», peut-on lire dans le message de Louncény Fall, président de l'UNPG, à la veille du Nouvel an.

Kèfina Diakité

BLOC LIBÉRAL

CE QUE DR. FAYA MILIMOUNO REPROCHE À LA CEDEAO

Le mardi 31 décembre 2024, Dr Faya Millimouno, le chef de file du Bloc Libéral (BL), a appelé à la dissolution de la CEDEAO, présidée actuellement par le Nigérian Bola Tinubu, qu'il accuse d'avoir "trahi" les idéaux de ses pères fondateurs et d'avoir été incapable d'être à la hauteur des défis qui assaillent les peuples de son espace.



Pour le président du Bloc Libéral, la CEDEAO est devenue bel et bien un "syndicat des chefs d'État" au service d'intérêts étrangers, et non une organisation au service des peuples. Aussi appelle-t-il ouvertement à sa dissolution pour la création d'une CEDEAO des peuples.

« Elle a trahi les idéaux des pères fondateurs de cette institution en devenant le syndicat des chefs d'Etat à la

solde des intérêts étrangers et non une CEDEAO des peuples. Elle est minée par la corruption politique, le laxisme et les mécanismes pour faire respecter ses propres décisions...», a déclaré Dr Faya Millimouno, tout en dénonçant le mépris des préoccupations des peuples ouest-africains relatives à la gouvernance, au développement socioéconomique et aux droits de l'homme. Ce qui, à ses yeux, nuit forcément à la crédibilité de la CEDEAO et à sa capacité à agir en tant qu'arbitre dans les crises dans ses Etats membres. « De ce fait, nous assistons à une mort cérébrale de la CEDEAO. La naissance de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) est l'une des conséquences de cette mort. Un espace jadis prometteur est

réduit aujourd'hui à des discours d'accusations de déstabilisation et démentis. C'est pourquoi, le BL appelle sans ambiguïté à la dissolution de la CEDEAO actuelle pour donner naissance à une véritable CEDEAO des peuples qui sera gouvernée par les institutions et non des chefs d'Etats qui ne se soucient que de leurs fauteuils présidentiels. Nous exigeons une CEDEAO de l'Union des Peuples Ouest Africains, qui a à cœur le développement sous-régional, la paix (...), a soutenu le président du Bloc libéral. Reste à savoir maintenant si son appel aura un écho favorable auprès des populations concernées.

Kaba Kankoula



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 -

Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com

Tél : (+224) 621 93 53 88

Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité

Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo

Rédacteur en Chef: Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba

Comité de Rédaction: Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo

Stagiaire: Mamadou Oury Bah Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50

Imprimeur: Alseny Camara 628066445

Imprimerie: Imprimerie Lanyi

Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page: GAMS SARL

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)



Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

GÉNÉRAL MAMADI DOUMBOUYA

« L'ANNÉE 2025 SERA UNE ANNÉE ÉLECTORALE CRUCIALE POUR PARACHEVER LE RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL... »

Le mardi 31 décembre 2024, dans son adresse à la nation, le président de la transition, le général d'armée Mamadi Doumbouya, a déclaré que l'année 2025 sera une année électorale cruciale pour parachever le retour à l'ordre constitutionnel...



Parlant de l'axe politique de la Refondation, le président de la transition guinéenne réitérera clairement son objectif de bâtir des institutions solides, capables de résister au temps et à la tentation des hommes. Un engagement qui, dira-t-il, se traduira entre autres par les réformes profondes suivantes : le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 4) ; le Programme National de Recensement et d'Attribution d'un Identifiant Unique (PN-RAVEC), garant d'un fichier électoral fiable et moderne ; l'adoption d'une nouvelle Constitution par voie référendaire, qui reflète les aspirations de notre peuple et jette les bases d'une gouvernance stable et démocratique, l'organisation des différentes élections présidentielles, législatives et communales dont la vulgarisation est en cours partout sur le territoire national pour une meilleure compréhension par nos concitoyens.

« L'année 2025 sera une année électorale cruciale pour parachever le retour à l'ordre constitutionnel. Ces

différents processus électoraux se veulent transparents, inclusifs, et respectueux des valeurs républicaines que nous partageons. Ils s'inscrivent dans notre volonté de bâtir une Guinée moderne, où chaque citoyen a sa place et où les droits de tous sont garantis. Ainsi, le référendum pour l'adoption de la nouvelle Constitution nous permettra de quitter la période de Refondation pour aller vers le retour à l'ordre constitutionnel normal et évoluer davantage dans un État de démocratie participative. C'est le souhait partagé par l'ensemble des Guinéens et de la classe politique. Cela conforte notre ambition de bâtir, pour nous et les générations futures, une société fondée sur la paix, la justice, et le développement socioéconomique durable et responsable. », a-t-il déclaré dans un pan de son discours. Et d'ajouter : « Depuis plusieurs semaines, à l'initiative du Conseil National de la Transition (CNT), qui a, en vertu de l'article 57 de la Charte de la Transition, la mission d'élaborer le projet de Constitution, une vaste campagne de vulgarisation et d'appropriation de l'Avant-projet de Constitution est en cours dans tout le pays. Je félicite, à cet effet, l'ensemble des Conseillers Nationaux de la Transition pour le travail accompli. Au-delà de ce processus inclusif, il est de mon devoir de m'assurer que le projet final, qui sera soumis à référendum reflète pleinement, et sans réserve, les réalités sociopolitiques, les aspirations de développement et les ambitions des générations futures. C'est pourquoi, j'envisage de recueillir l'avis d'un panel d'experts guinéens reconnus et

incontestables en matière constitutionnelle sur l'Avant-projet de Constitution avant que le Projet de Constitution ne me soit transmis officiellement par le CNT. Ce panel d'experts sera chargé de faire des propositions d'amélioration, afin de nous éviter, lors de la campagne référendaire, de débattre de l'inutile pour aller à l'essentiel en vue de l'adoption définitive de la Constitution par le peuple souverain de Guinée »

Pour le locataire du Palais Mohammed V, l'objectif de cette démarche est clair et simple : disposer d'une Constitution solide, socle de notre avenir commun. « L'année 2025 devra être, de ce fait, celle qui permettra au peuple souverain de Guinée de se doter d'une Nouvelle Constitution et de consacrer une Nouvelle République projetée dans un avenir radieux où chaque fille et chaque fils de Guinée trouvera sa convenable place et se sentira fier d'être guinéen. Dès le premier trimestre de l'année 2025, je signerai un décret fixant la date du scrutin pour le référendum constitutionnel après l'élaboration du code électoral. Durant l'année 2025, nous nous emploierons tous ensemble, avec les Guinéennes et les Guinéens à continuer à poser les jalons forts pour des élections générales, dans des délais qui assurent une organisation sans faille, et garantissent le respect des résultats des urnes et le choix de nos compatriotes. Il me reviendra de continuer à garantir les conditions qui mettent en place le cadre, les moyens, l'approche nécessaires, afin que chaque jalon posé puisse rencontrer l'adhésion des acteurs. », a-t-il expliqué.

Kéfina Diakité

TRANSITION GUINÉENNE

LE CRI DU CŒUR DE PLUSIEURS ORGANISATIONS

À moins de 24H de la fin de la transition guinéenne, comme conclue entre la CEDEAO et la junte, le climat sociopolitique reste tendu. Cette détérioration selon le Forum National des Jeunes des Partis Politiques (FONAJEP), du Cadre de Concertation des Filles et Femmes des Partis Politiques (CCFFPP) et de la Commission de Suivi du Code de Bonne Conduite des Partis Politiques (CSCBCPP), ne promet pas un avenir meilleur au processus de transition sous le CNRD.



Dans une déclaration rendue publique le lundi, 30 décembre 2024 au siège de l'Union des Forces pour le Changement, à Kipé, ces organisations ont exprimé de profondes inquiétudes des jeunes et femmes des partis politiques face aux réalités actuelles du pays.

« La transition, qui devait être une période de renouveau, est devenue une source de profondes divisions entre Guinéens. Les autorités de la transition, les acteurs politiques, la société civile et les institutions de la République peinent à trouver un consensus. Trente-neuf (39) mois après la prise de pouvoir par le CNRD, les Guinéens continuent de vivre une crise multidimensionnelle caractérisée par : des arrestations, des disparitions et des exilés ; des révélations sur des malversations financières notoires ; des pertes en vies humaines non élucidées ; de la non application de certaines résolutions issues du cadre de dialogue ; de la régression de la liberté de la presse par la fermeture de certains médias ; du non-respect de certaines dispositions de la charte de la transition ;

des appels à manifestation ; de l'instrumentalisation politique des mouvements de soutien. Ce climat délétère menace l'unité nationale et compromet les espoirs d'un retour à l'ordre constitutionnel », a déploré Yatigna Mansaré, président du FONAJEP.

Face à ces constats que ces organisations qualifient d'alarmants, elles formulent des recommandations.

- 1. Au Général Mamadi Doumbouya : de sauver la Guinée des erreurs du passé, conformément aux engagements pris lors de la déclaration du 5 septembre 2021.
- 2. Au CNRD : d'actualiser le chronogramme de la transition en concertation avec tous les acteurs sociopolitiques.
- 3. Au Premier ministre et au Gouvernement : de relancer un dialogue inclusif et consensuel avec toutes les forces vives de la nation.
- 4. Au CNT : de garantir le respect des étapes essentielles pour un retour apaisé à l'ordre constitutionnel.

- 5. Aux Facilitatrices : de poursuivre leurs efforts de médiation entre les autorités de la transition et les acteurs sociopolitiques.
- 6. Aux Religieux : de jouer un rôle actif dans la promotion de la cohésion sociale et de l'unité nationale.
- 7. Aux acteurs politiques : de mettre de côté les agendas partisans pour privilégier l'intérêt supérieur de la nation.
- 8. À la société civile : de renforcer son rôle de veille citoyenne pour consolider l'Etat de droit.
- 9. Aux partenaires bilatéraux et multilatéraux : de continuer davantage les efforts de soutien de la Guinée dans cette phase cruciale de son histoire », ont recommandé ces organisations.

Samuel Demba. D

MANIFESTATION DES FVG, DISCOURS DE L'AN 2025

INTERVIEW

LE PRÉSIDENT DES JEUNES LEADERS POUR UNE BONNE GOUVERNANCE EXPRIME SES PRÉOCCUPATIONS (ENTRETIEN)

Le début de l'année 2025 risque d'être mouvementé si les Forces Vives de Guinée maintiennent leur mot d'ordre de manifestation prévue le 06 janvier dans le grand Conakry. Ces acteurs veulent contraindre le pouvoir de Conakry à respecter ses engagements pris en commun accord avec le CEDEAO relatifs à la fin de la transition sous le CNRD, le 31 décembre 2024. Face à l'ampleur de cette crise qui se pointe à l'horizon, le président des jeunes leaders pour une bonne gouvernance demande aux différentes parties de privilégier le dialogue. Dr Mahamadou Diakité a exprimé sa préoccupation le samedi, 28 décembre 2024 dans un entretien à votre hebdomadaire.



L'Aigleinfos : Le débat sociopolitique reste dominé par le respect du 31 décembre 2024 qui doit marquer la fin de la transition sous le CNRD. Que pensez-vous de cette date ?

Dr Mahamadou Diakité : Par rapport au respect du chronogramme de la transition, je pense qu'il ne faut pas engager un bras de fer entre le président de la République et le peuple. Le dernier mot revient au peuple. Donc n'allons pas vite en besogne, attendons l'allocation du président, le soir du 31 décembre 2024.

L'Aigleinfos : Pendant ce temps, les Forces vives de Guinée appellent à une manifestation le 06 janvier 2025 pour demander le départ de la junte du pouvoir. Comment voyez-vous cet appel de ces acteurs ?

Dr Mahamadou Diakité : Il faut lancer des campagnes de sensibilisation, établir un climat de confiance et un dialogue entre les parties impliquées. Il est aussi crucial de créer un environnement à la stabilité pour la cohésion nationale pour trouver un compromis. Pour cela, il y a des recommandations : il faut des médiateurs impartiaux au niveau national, faire impliquer les religieux pour la sensibilisation. L'Aigleinfos : Les leaders politiques qui demandent cette manifestation sont pour la plupart hors du pays, notamment Cellou Dalein, Alpha Condé, Sida. Comment voyez-vous leur combat politique alors qu'ils ne sont pas au pays ?

Dr Mahamadou Diakité : C'est une forme de lâcheté car quand on mène un combat, c'est à l'interne pas à l'externe. Donc nous disons à ces leaders politiques qui sont en dehors du pays, de rentrer pour mener le combat

ensemble. Il faut avoir le courage de revenir mais pas lancer des manifestations qui se soldent souvent par des tueries. L'Aigleinfos : Ces acteurs disent également qu'après le 31 décembre 2024, ils ne vont plus reconnaître le général Mamadi Doumbouya comme président de la République. Qu'avez-vous à dire par rapport à cela ?

Dr Mahamadou Diakité : C'est leur droit mais est-ce qu'ils représentent le peuple ? C'est juste une partie du peuple comme vous et moi.

L'Aigleinfos : Vous insistez sur le mot dialogue alors que la plupart des acteurs politiques accusent Bah Oury d'avoir enterré ce dialogue qui était déjà là, avant sa nomination. Est-ce que l'actuel Premier ministre est en partie responsable de tous ces cris du cœur ?

Dr Mahamadou Diakité : Il a une grosse responsabilité dans toutes ces crises que traverse le pays. Il est inadmissible que le Premier ministre Bah Oury ne continue pas sur la même lancée que son prédécesseur, Dr Bernard Goumou. Il est impératif de réinstaurer le dialogue inclusif inter-guinéen. On ne peut pas gérer la transition de manière cavalière.

L'Aigleinfos : Le président de la transition va prononcer forcément un discours le 31 décembre. Quelles sont vos attentes de cette allocution de Mamadi Doumbouya ?

Dr Mahamadou Diakité : Le discours doit être axé sur trois niveaux : le retour du dialogue inter-guinéen. Il faudrait que toutes les parties qui concourent pour le retour à l'ordre constitutionnel soient impliquées, en l'occurrence les partis politiques, la société civile et le gouvernement. Il faut des campagnes de sensibilisation sur le terrain pour promouvoir l'unité nationale et le président de la République doit avoir un discours réconciliateur et apaiser les tensions.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le président des jeunes leaders pour une bonne gouvernance !

Dr Mahamadou Diakité : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

TCHAD

DES OBSERVATEURS LOCAUX CRITIQUENT LE DÉROULEMENT DU SCRUTIN

Après les accusations de l'opposition, c'est au tour d'un consortium d'observateurs tchadiens de dénoncer des irrégularités lors des élections législatives, municipales et locales tchadiennes de samedi et dimanche 29 décembre. La Ligue tchadienne des droits de l'homme, l'Alliance citoyenne pour les élections au Tchad et l'Observatoire des associations sur les processus électoraux avaient déployé 2 000 observateurs dans tout le pays. L'ANGE estime au contraire que les élections se sont déroulées de manière satisfaisante. Des électeurs qui votent dans plusieurs bureaux, parfois sans cartes électorales, le transport d'un groupe de votants de bureau en bureau en bus, un bourrage d'urne voir des

urnes remplies d'avance. Les accusations des observateurs du consortium visent principalement un parti, le Mouvement Patriotique du Salut, au pouvoir depuis 1990. Gombo Breye Houzibé est le chef de mission de l'OAPET : « Il s'agit évidemment d'une pratique systémique. Le MPS s'est toujours illustré par des pratiques mafieuses et donc cela ne nous surprend pas, c'est dans leur ADN. Malheureusement, ils sont en train de confirmer que cela est une pratique courante. » Pour l'Agence nationale de gestion des élections (ANGE), le scrutin au contraire déroulé de manière très satisfaisante. Aucun incident majeur n'a été signalé depuis la fin du scrutin, estime son président Ahmat Batchiret.

« Personnellement, je pense que c'est une réussite. Il y a une pression des partis politiques, ça existe, vous ne pouvez pas dire qu'il n'y a pas eu de pression du tout. Ce sont des petits incidents qui ne sont même pas remontés jusqu'à l'ANGE, ici à Ndjamena, parce que ce sont des petits incidents qui sont circonscrits sur place », affirme le président de l'ANGE. L'ANGE précise que les partis politiques pourront déposer des recours devant la Cour Suprême et Conseil constitutionnel une fois les résultats provisoires publiés. Ce sera au plus tard, dit-elle, le 15 janvier prochain.

RFI

RATOMA

LES AUTORITÉS COMMUNALES RÉFLÉCHISSENT SUR LA SÉCURITÉ DES CITOYENS

L'enjeu de la sécurité des populations guinéennes est d'ordre national. Les autorités communales de Ratoma ont organisé le mardi, 31 décembre 2024, une journée de réflexion et de concertation sur la politique de sécurité territoriale dans leur juridiction. La rencontre a réuni les responsables à la base, les chefs des forces de défense et de sécurité et ceux de la jeunesse. Elle porte sur le thème : « Pour une sécurité territoriale de Ratoma, chaque citoyen compte ». La cérémonie s'est tenue dans la salle Hadja Andrée Touré, à la mairie de Ratoma.



La délégation spéciale de la communale de Ratoma veut faire de la sécurité des citoyens de sa juridiction, l'une de ses priorités. Une journée de réflexion et de concertation a été organisée à cet effet pour combattre le phénomène de l'insécurité qui bat de l'aile dans la zone. La rencontre a connu la présence des forces de défense et de sécurité, responsables à la base, chefs religieux et le conseil des jeunes de ladite commune. Elle a été lancée par le Gouvernorat de la ville de Conakry. Annoncée pour présider cette journée de réflexion et de concertation sur la sécurité de Ratoma, la Gouverneure de la ville de Conakry s'est fait représenter à cette cérémonie. Le Commandant Amara Roméo Soumah mandaté pour la circonstance, a salué l'initiative. Cet officier estime que la problématique de sécurité doit interpeller chacun et tous pour la stabilité de son pays : « ce ne

sont pas seulement les forces de sécurité qui doivent assurer la sécurité dans un pays. Chacun de nous doit travailler à assoir la sécurité », a-t-il sollicité. Le but visé par le premier responsable communal, est de changer le mauvais souvenir de par le monde à travers la violence et d'insécurité. « Antérieurement, la commune de Ratoma était connue comme une zone de délinquance. Aujourd'hui, les citoyens ont décidé de veiller à la sécurité et à la protection de leurs quartiers, secteurs et familles. Il fallait donc que nous créions ce cadre de concertation qui ne se limitera pas à cette journée mais qui va continuer pour nous permettre d'obtenir un document comme guide sur quoi nous conviendrons. Cela pour permettre d'être en conformité avec la politique nationale de la sécurité », a déclaré Ahmed Sékou Traoré. Les responsables des forces de défense et de sécurité de Ratoma sont appelés à

veiller à l'application de cette politique dans la zone. Pour le colonel Joseph Haba, cela ne peut se faire par l'implication des autorités à la base : « notre service doit répondre à la sécurité des citoyens et de leurs biens, ce qui constitue notre premier devoir. Mais nous devons travailler avec les chefs de quartiers pour aboutir à cet objectif », a invité le commissaire urbain de Taouyah. Les onze chefs de quartiers, responsables religieux de Ratoma s'engagent à promouvoir les résolutions qui seront issues de cette réflexion dans son domaine d'intervention. « Je demanderai à la jeunesse, femmes et sages de Ratoma de se donner la main. On sait que s'il y a la paix dans la commune de Ratoma, il y aura la paix dans la ville de Conakry », a indiqué El Hadj Mamadou Ousmane Diallo, président du Conseil de quartier de Bambéto.

Samuel Demba. D

JUSTICE

ALIOU BAH ENVOYÉ EN PRISON POUR OFFENSE AU CHEF DE L'ETAT

La procédure judiciaire dans le dossier du président du Mouvement Démocratique Libéral connaît un rythme rapide mais se complique davantage pour lui. Après quatre jours passés à la Direction Centrale des Investigations Judiciaires de la Gendarmerie, Aliou Bah a été transféré lundi, 30 décembre 2024 au Tribunal de Première Instance de Kaloum pour son audition devant le juge d'instruction. L'acteur politique va être immédiatement placé sous mandat de dépôt ce même jour, à la maison centrale de Coronthie. Il reproché « d'offense au Chef de l'Etat ».



la vérité et de ne pas rester silencieux face à certains problèmes qui assaillent notre pays. » a-t-il déclaré à la barre. Aliou Bah poursuit en disant que les autorités actuelles « ne sont pas légitimes » parce qu'elles n'ont pas été élues par le peuple de Guinée. « Dans une de mes sorties médiatiques, j'ai également mentionné que les engagements de la transition n'ont pas été respectés et que les autorités guinéennes actuelles sont là pour confisquer le pouvoir », a-t-il martelé. Ce périple que traverse Aliou Bah, étonne de plus son conseil : « Nous ne sommes pas surpris par la décision du procureur ni par l'orientation donnée à la procédure. Si l'on interdit aux acteurs politiques de critiquer l'action gouvernementale ou la gestion de la transition, alors on nie leur rôle. Aliou Bah n'a fait que rappeler aux autorités les engagements qu'elles ont pris et qu'elles sont tenues de respecter », a déclaré Me Traoré.

Le cauchemar de Aliou Bah a commencé jeudi, 26 décembre 2024, quand il était en route pour la Sierra-Léone. L'opposant a été interpellé à la frontière de Pamalap, en compagnie du secrétaire général de son parti MODEL et son conducteur, puis conduit à Conakry, direction le Haut Commandement de la Gendarmerie nationale où il va passer sa première en détention avant d'être déferé à un juge, trois jours après. Le traitement réservé à l'acteur politique, n'est pas du goût de ses avocats. Ceux-ci considèrent les chefs d'accusation retenus contre leur client comme une manière de l'anéantir dans son combat politique à « Notre client a passé plusieurs jours à la DCIJ avant que le dossier ne soit déferé au parquet de Kaloum. Le procureur a décidé d'orienter l'affaire en flagrant délit et de le placer sous mandat de dépôt. Il est poursuivi pour des faits tels qu'offense au chef de l'Etat via un système informatique, entre autres accusations. Les faits reprochés à Monsieur Aliou Bah sont en réalité des délits prétendument commis par voie de presse. En la matière, c'est la loi sur la liberté de la presse qui devrait s'appliquer. Maintenant que le procureur a décidé d'orienter le dossier en flagrant délit, ça sera l'occasion pour nous de démontrer qu'il s'agit d'un dossier purement politique. », affirme Me Pépé Antoine Lamah. Ces arguments de la défense du politique, n'ont pas empêché l'appareil judiciaire d'ordonner la mise sous mandat de dépôt du président du MODEL, le lundi, 30 décembre. Après sa première nuit dans cette maison carcérale, M. Bah s'est présenté le 31 du même mois pour son audience au Tribunal de Première Instance de Kaloum. Devant le juge et le ministère public, il est confronté à l'une de ses sorties médiatiques dans laquelle il a commenté la situation sociopolitique du pays. Cependant, il rejette les faits pour lesquels il comparait devant cette juridiction : « Moi-même, je me demande pourquoi je suis là. Je n'ai jamais offensé le chef de l'Etat guinéen. Quand j'étais à la gendarmerie, ils m'ont montré une vidéo dans laquelle je dénonçais l'insécurité et les kidnappings qui sont devenus récurrents dans notre pays. J'ai rappelé aussitôt aux religieux de prendre leurs responsabilités en disant

Samuel Demba. D

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Lisez le journal numérique sur le site

KéfinaFasso

www.kefinafasso.com

Notre site indépendant d'information tous azimuts.

ÉTATS-UNIS

MORT DE JIMMY CARTER, PRÉSIDENT DE CRISES ET PÈLERIN DE LA PAIX

Alors que la plupart des autres occupants du poste ont effectué deux mandats consécutifs, Jimmy Carter n'a remporté qu'une seule élection présidentielle américaine, en 1976. Après quatre années compliquées à la Maison Blanche, il passe plus de trois décennies à sillonner le monde et à œuvrer pour la paix. Ce franc-tireur, champion des droits humains et critique averti de la politique étrangère de ses successeurs, démocrates comme républicains, est mort le 29 décembre, à l'âge de 100 ans. « Nous avons toujours cru dans ce quelque chose qu'on appelle "progrès". » Dans son discours du malaise (« Malaise speech »), Jimmy Carter veut dire la vérité aux citoyens de son pays, qui l'ont élu d'une courte tête trois ans plus tôt. Victorieux de justesse, Jimmy Carter avait alors promis de ne jamais leur mentir. Ce 15 juillet 1979, à la télévision, il fait face à un pays qui connaît sa pire crise économique depuis le krach de 1929. « Nous avons toujours eu cette conviction que la vie de nos enfants serait plus belle que la nôtre. Aujourd'hui, nous perdons cette conviction. »

Quelques mois plus tard, c'est l'élection que perd Jimmy Carter, au profit de Ronald Reagan. L'ancien acteur se veut confiant et promet de rendre l'Amérique forte, alors que le démocrate n'hésite pas à parler des erreurs des Américains. Président faible selon ses détracteurs, idéaliste selon ses supporters, Jimmy Carter est peut-être passé à côté de ses années à la Maison Blanche. Si l'on peut mettre à son crédit les accords de Camp David de septembre 1978, synonyme de paix entre Israël et l'Égypte, le rapprochement des États-Unis avec la Chine communiste ou le traité de non-prolifération Salt II négocié avec les Soviétiques, le pays se souviendra aussi de lui pour ses échecs en tant que président. Prise d'otage à l'ambassade de Téhéran pendant quatorze mois après la révolution islamique, difficultés à endiguer la crise à la suite du choc pétrolier de 1979, invasion par l'URSS de l'Afghanistan... Son héritage, pourtant, dépasse largement ses quatre années de présidence.

« Il a fait preuve de ce qu'il faudrait à tous les présidents : de l'humilité » L'histoire de Carter est celle d'un outsider. Quand il se déclare candidat à la fonction suprême, en 1974, le contexte lui est favorable. Richard Nixon a démissionné à cause du scandale du Watergate et la probité des responsables politiques du pays, notamment républicains, est remise en question. Le quinquagénaire, qui n'a effectué qu'un mandat au Sénat de Géorgie (1963 - 1967) et un autre au poste de gouverneur de l'État (1977 - 1975), est alors un quasi-inconnu de la vie politique américaine. Cela ne l'empêche pas de battre Gerald Ford, vice-président et successeur de Richard Nixon, avec un peu plus d'un million de voix d'avance. Jimmy Carter veut faire de la politique différemment. Contrairement à ses prédécesseurs, le jour de sa prise de fonction, il ne traverse pas Washington en voiture, mais à pied. « Il a fait preuve de ce qu'il faudrait à tous les présidents : de l'humilité », commente Mel Eflin, responsable à l'époque du bureau de l'hebdomadaire Newsweek à Washington, dans un documentaire d'History Channel. Arrivé au pouvoir, il crée un département d'État à l'Énergie et un autre pour l'Éducation. Il réforme l'administration et la fiscalité. Il dérégule le secteur des transports, étend le territoire des parcs nationaux.

Mais ses mesures pour lutter contre l'inflation (12% en 1979) et le chômage ne portent pas leurs fruits. Du moins, elles ne convainquent pas ses concitoyens : sa cote de popularité flirte avec les 20% à la fin de son mandat et il est balayé par la tornade Reagan. Après sa défaite, le démocrate occupe ses derniers jours et nuits en tant que président à négocier avec la République islamique d'Iran pour obtenir la libération des 52 otages de l'ambassade américaine de Téhéran. Ils sont finalement autorisés à rentrer aux États-Unis, après plus d'un an de pourparlers. Leur avion quitte l'Iran au moment où Ronald Reagan prête serment et devient le 40e président des États-Unis. Jimmy Carter n'en tire aucun crédit, d'autant qu'on lui reproche la mort de huit militaires américains, en avril 1980, lors d'une opération pour secourir les otages. « J'aurais pu détruire l'Iran », déclare-t-il par la suite. C'était la solution prônée par beaucoup de responsables à l'époque. Mais aux canons, Jimmy Carter a toujours préféré les négociations.

150 pays visités, un prix Nobel de la paix Grand consommateur de notes de synthèses et de rapports sur les sujets qui le préoccupent, le président Jimmy Carter est un travailleur. Mais les observateurs s'accordent à dire que son bon-vouloir et sa franchise se sont fracassés sur les réalités de la vie politique américaine. « C'était un idéaliste, il voulait faire de bonnes choses. Mais j'ai senti qu'il n'avait jamais eu assez de pragmatisme pour pouvoir négocier, ce qui est inévitable à Washington si vous voulez faire quelque chose », se rappelle l'ancien membre du Congrès et futur directeur de la CIA puis secrétaire de la Défense, Leon Panetta, auprès d'History Channel, en 2005. Lui qui promettait, dès son élection au poste de gouverneur de Géorgie (un État du sud, longtemps ségrégationniste) que « le temps des discriminations raciales [était] terminé » voulait placer les droits humains au cœur de la diplomatie américaine. Mais ce n'est qu'après son départ de la Maison Blanche qu'il y est réellement parvenu. En 1982, il devient enseignant à l'Université d'Emory à Atlanta et crée avec sa femme le Carter Center.

« Récompenser la paix. Se battre contre la maladie. Construire l'espoir. » Les objectifs de la fondation sont portés dans une centaine de pays. Le centre éponyme de l'ex-couple présidentiel a supervisé une quarantaine d'élections depuis sa création : Venezuela, Nigeria, Chine... Jimmy Carter, devenu chantré de la paix, a aussi mené des délégations au travers de plusieurs crises : en Éthiopie et en Érythrée en 1989. Cinq ans plus tard, il rencontre le leader nord-coréen Kim Il-sung pour calmer ses ardeurs nucléaires, puis se rend, toujours en 1994, en Haïti, sur ordre du président Bill Clinton, et convainc les militaires de quitter le pouvoir avant que n'interviennent les militaires onusiens. En tout, l'ancien président s'est déplacé dans environ 150 pays. En 2002, il est notamment le premier ex-chef d'État américain à se rendre à Cuba depuis le coup d'État de Fidel Castro de 1959 : il prononce alors un discours à la télévision d'État, en direct et sans coupure, et prône le rapprochement entre Washington et La Havane. Il est récompensé de ses pérégrinations pacifiques par de multiples décorations : Prix des droits humains des Nations unies en 1998, médaille présidentielle de la Liberté, la plus haute distinction civile américaine, en 1999. Et surtout, prix Nobel de la Paix en 2002. Il prononce,

au moment de la cérémonie, un vibrant hommage à l'ONU : « Il faut se confronter à ces défis planétaires en insistant sur la paix, sur l'harmonie avec les autres, avec des alliances fortes et un consensus international [...] Aussi imparfaite qu'elle puisse être, l'Organisation des Nations unies est le meilleur moyen d'y parvenir. »

« Le diacre » Contrairement à beaucoup d'autres présidents américains, Jimmy Carter ne s'est jamais privé de mettre des bâtons dans les roues de ses successeurs, y compris démocrates. En 1992, il refuse de soutenir Bill Clinton dans la course à la Maison Blanche. « Les gens cherchent quelque chose d'honnête qui dit la vérité. » En 2008, il soutient Barack Obama, et en 2016, il avoue avoir voté pour Bernie Sanders - dans les deux cas contre Hillary Clinton. Cela ne l'empêche pas, pendant les années Obama, de critiquer la politique du premier président noir des États-Unis, notamment sur la question de Guantanamo, ou des drones de combat utilisés au Yémen et au Pakistan.

Évidemment, les républicains ne sont pas non plus en reste. Bush fils ? « Le plus mauvais président des États-Unis. » La guerre en Irak ? « Une erreur tragique et coûteuse. » La chaîne conservatrice Fox News ? « Beaucoup de gens naifs aux États-Unis croient vraiment ce que Fox News présente comme des faits alors que ce ne sont que des déformations. » A Donald Trump toutefois, il proposera son aide et celle de sa fondation, pour l'aider à gérer des dossiers sensibles. Il est aussi l'un des seuls ténors du parti démocrate à être présent lors de son investiture. Ce qui ne l'empêche pas de critiquer les « erreurs graves » de Donald Trump sur le dossier iranien ou de l'accuser de transformer les États-Unis en « oligarchie ». Jimmy Carter « critique toujours quelque chose, mais n'a jamais rien de positif à dire », aurait dit à son sujet le président Bill Clinton. D'autres ont reproché au 39e président des États-Unis sa naïveté. Beaucoup, y compris dans le camp démocrate, lui ont aussi tenu rigueur de ses prises de position contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens, ou de ses rencontres avec des représentants du Hamas, considéré comme une organisation terroriste par Washington.

Ce père de quatre enfants, fervent chrétien baptiste (surnommé « Deacon », « diacre », par le « secret service » chargé de la protection rapprochée du président) qui donne des cours le dimanche dans sa paroisse à Plains, en Géorgie, a creusé son sillon. Quand il annonce, en 2015, qu'il est atteint d'un cancer du foie, toute la classe politique américaine lui souhaite de se rétablir. En 2018, il affirme s'en être remis.

Premier président américain de l'histoire à atteindre l'âge de 100 ans, il apparaissait encore régulièrement sur des chantiers humanitaires. Il conseillait encore récemment à Donald Trump de « dire la vérité » et... de « moins tweeter », tout en critiquant la procédure d'impeachment lancée contre ce dernier. « Je pense que ce n'est pas en adéquation avec ce que les Américains attendent », avait-il expliqué. Cet inclassable populiste au verbe haut et aux valeurs démocratiques chevillées au corps aura été pendant près de quarante ans une épine dans le pied des administrations qui se sont succédé à la tête du pays. Une de celles qui vous poussent à avancer.

RFI

NOUVEL AN 2025
LE DISCOURS INTÉGRAL DU PRÉSIDENT MAMADI DOUMBOUYA

A l'occasion du Nouvel an, comme il est de coutume, le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya s'est adressé à ses compatriotes dans un long discours, dont nous vous proposons ci-après l'intégralité.

« Guinéennes, Guinéens, Chers compatriotes,

Au terme de cette année 2024, c'est avec une profonde gratitude que je m'adresse à vous en ce moment privilégié pour partager notre parcours remarquable et tracer les perspectives de notre avenir commun.



notre histoire commune afin de continuer à bâtir une Guinée prospère. De même, nous devons continuer le devoir de mémoire et accentuer la réhabilitation de celles et ceux qui se sont sacrifiés pour notre Patrie.

La justice doit continuer à situer les responsabilités dans le but de soigner les blessures profondes. A titre d'exemple, l'organisation du procès historique des événements du 28 septembre 2009, qui constitue un acte de justice inédit marquant notre détermination à rendre hommage aux victimes et à restaurer leur dignité, un acte fort pour réparer les erreurs du passé et rétablir la confiance des citoyens en leur État.

Aussi, je tiens à partager ma profonde douleur et à rendre hommage à la mémoire de nos concitoyens tragiquement disparus le 1er décembre 2024 lors de l'événement sportif qui s'est tenu au stade du 3 avril de Nzérékoré. Encore une fois, je réitère mes condoléances les plus sincères ainsi que celles du Gouvernement et du peuple souverain de Guinée aux familles endeuillées. A ceux qui ont perdu des êtres ou qui ont été touchés par cette tragédie, je tiens à leur exprimer, au nom de toute la Nation, notre solidarité et notre soutien indéfectible.

Cette année, la Guinée s'est affirmée comme un acteur déterminé sur la scène internationale. Notre diplomatie s'est encore considérablement renforcée, et nos partenariats se sont consolidés. Notre voix résonne plus fort que jamais grâce à nos initiatives pour une coopération africaine et internationale plus intégrée et solidaire.

Au cours de l'année écoulée, nous avons également œuvré pour le rétablissement, dans les zones de la zone de Kapororo-rails et de Kipé II, en favorisant l'acquisition d'un nouveau domaine où ils pourront se réinstaller. Cette réparation était attendue par nos compatriotes depuis 1998.

Depuis notre prise de responsabilité, nous avons œuvré pour un renforcement significatif des services de base, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'accès à l'eau potable. Chers compatriotes, conformément à mon engagement, je suis heureux de vous annoncer que la couverture maladie des agents de l'État et des retraités est désormais une réalité.

Nous avons activement contribué à la construction d'une Afrique plus unie, plus forte, plus résiliente tout en promouvant la paix à l'échelle mondiale. Ensemble, nous avons montré que la Guinée n'est plus un simple observateur, mais plutôt un leader engagé dans la gestion des affaires africaines et mondiales.

Fort de ce leadership, dans un esprit panafricain, la République de Guinée continuera à apporter son soutien indéfectible au Mali, au Burkina Faso et au Niger pour la réussite de leur transition respective. Encore une fois, la division n'arrange que celui qui divise. Nous devons continuer à nous concentrer pour trouver des solutions africaines pour le bien-être de nos populations.

Sur le plan national, nous avons entrepris des réformes structurelles profondes pour renforcer nos institutions, garantir une gouvernance plus transparente et responsable, et lutter contre la corruption. Nous avons également mis en place des mécanismes pour renforcer la justice sociale, afin que chaque citoyen guinéen puisse jouir pleinement de ses droits et bénéficier des fruits de notre développement commun.

Guinéennes, Guinéens, Chers compatriotes,

Depuis notre engagement à faire de la justice la boussole de la Refondation, nous avons posé des actes décisifs pour continuer à consolider le vivre-ensemble. Notre engagement indéfectible s'est articulé autour des trois axes essentiels de la refondation de notre Nation qui représentent les objectifs clairs de cette phase de la vie de notre chère patrie : l'axe social pour rétablir le vivre-ensemble ; l'axe économique pour amorcer le processus de développement socio-économique durable de notre pays afin d'assurer le bien-être de la population ; et l'axe politique pour bâtir un État de droit à travers la mise en place des institutions fortes et crédibles avec la justice comme boussole pour tous nos concitoyens.

Chacun de ces axes a été renforcé par des actions concrètes et visibles qui démontrent que la Guinée avance, que la Guinée se relève et que la Guinée se projette vers un avenir meilleur. L'axe social a eu pour ambition de redonner espoir à chaque citoyen guinéen, de cicatriser nos plaies longtemps restées béantes, de briser les barrières artificielles et de construire des ponts entre les filles et fils du pays.

Comme je vous l'avais dit lors de mon adresse à l'occasion des assises nationales (Journées de vérité et pardon), je réitère à nouveau : durant toutes ces décennies, nous n'avons pas cessé de nous faire du mal. Des soleils pâles, ont succédé aux nuits sans étoiles. Il est temps de s'arrêter, un instant, et de purifier notre ciel. Il y a tant de beautés à y inscrire. Et vous êtes, nous sommes les dépositaires de cette lumière léguée par nos ancêtres, qu'il faut préserver. C'est vers ceux-ci que je tends, chaque jour, mes modestes mains, afin de recueillir leurs bénédictions, pour avoir la force et l'humilité de vous servir, dans l'unité. Le vivre-ensemble, l'amour de chacun envers son prochain dans notre pays est la pierre angulaire de notre action pour le bien-être de la population.

Elle symbolise notre reconnaissance et notre gratitude envers ceux qui, au service de l'État, œuvrent chaque jour avec dévouement, souvent dans des conditions difficiles. Aujourd'hui, chaque agent de l'État, qu'il soit en activité ou à la retraite, peut accéder à des soins de qualité où qu'il se trouve. Depuis août 2024, la mise en place de l'assurance maladie, avec un taux de remboursement de 80%, a déjà permis de couvrir plus de 5 000 agents de l'État, qu'ils soient fonctionnaires en activité ou retraités. C'est un pas important vers une meilleure protection sociale pour ceux qui ont consacré leur vie au service de notre Nation.

Par ailleurs, nous avons pris d'autres mesures audacieuses pour améliorer les conditions de vie des populations. La valorisation des bourses des étudiants et l'instauration des bourses pour les apprenants pour des études de qualité dans des conditions décentes et le recrutement de 20 000 fonctionnaires qualifiés, grâce à l'assainissement du fichier de la fonction publique notamment à travers la digitalisation par le projet FUGAS, sont autant des progrès tangibles de notre gestion des affaires publiques. Nos efforts se sont également poursuivis par des aides directes en faveur des ménages les plus vulnérables, et une intensification des mesures pour protéger les femmes et prendre en charge les victimes de violences.

Sur l'axe économique, les transformations engendrées, notamment, grâce à une gestion minière rigoureuse, incarnent véritablement notre ambition économique pour la Guinée. Les ressources qui seront générées par les mines du projet Simandou et la transformation locale des minerais par la construction des raffineries nous ouvrent des perspectives heureuses d'avenir. Le corridor, reliant l'Est à l'Ouest de la Guinée, sera un grand catalyseur du développement socio-économique. Il ouvrira de nouvelles opportunités commerciales et désenclavera nos régions tout en favorisant un écosystème économique dynamique et inclusif. Le projet Simandou permettra un transfert massif de compétences et de technologies, favorisera la formation de notre jeunesse et renforcera notre souveraineté économique. Avec le projet Simandou, des milliers d'emplois directs et indirects sont en train de voir le jour. A date, plus de 33 000 emplois déjà créés sur le corridor. Ces créations d'emplois seront accompagnées de projets sociaux qui amélioreront concrètement le quotidien des populations dans les zones concernées. Grâce à ces réalisations, nous préparons une Guinée où chaque région participera activement au développement national.

Notre gestion rigoureuse de l'économie a porté ses fruits parmi lesquels peuvent être cités : la croissance économique exceptionnelle de 6,1 %, deux fois supérieure à la moyenne en Afrique subsaharienne ; une maîtrise de l'inflation à 7 %, malgré les chocs mondiaux et l'explosion du dépit de carburant, avec un déficit de 3 %, figurant ainsi parmi les plus faibles d'Afrique et le taux d'endettement représentant 33 % du PIB ; des avancées majeures en matière de transparence, avec l'introduction du

e-procurement, la digitalisation du Fichier Unique de Gestion Administrative et de la Solde (FUGAS), la numérisation des paiements sociaux (pensions, allocations, etc.) et le renforcement de la gestion publique.

Guinéennes, Guinéens, Chers compatriotes,

Le programme de développement socio-économique durable et responsable de la République de Guinée, pour les quinze (15) prochaines années, dénommé « Simandou 2040 », dont le projet Simandou est une composante essentielle, incarne notre vision ambitieuse d'une Guinée moderne et prospère. Avec ce Programme, nous mettons l'accent sur l'industrialisation et les pratiques agricoles durables pour garantir la sécurité alimentaire et transformer notre pays en un acteur majeur de « L'économie verte ». L'éducation, notamment celle des filles, un enjeu clé pour l'avenir de notre pays, reste au centre de nos priorités. Nous investissons dans l'éducation et la formation des futures générations tout en promouvant et en modernisant également le système éducatif pour réduire les disparités entre les zones rurales et urbaines. Le développement d'infrastructures touristiques en cours, à Conakry et dans les régions, contribue au rayonnement culturel de la Guinée et renforce son attractivité touristique, tout en valorisant notre patrimoine naturel et historique. Notre pays a un potentiel culturel et touristique exceptionnel. Nous continuerons à conjuguer les efforts pour le succès du projet Branding Guinée dont l'un des objectifs est la valorisation de notre culture, la promotion de la destination Guinée à travers le tourisme qui est un levier économique important de l'avenir de notre pays.

Dans le domaine des infrastructures, des transports et des technologies, le bitumage de plus de 1000 Km de routes déjà achevé, des ponts, des échangeurs et réseaux de transport, comme le pont à péage de Tanéné, long de 126 mètres, permettra de désenclaver nos régions, d'améliorer la mobilité, et de connecter davantage nos régions pour fluidifier les échanges commerciaux et culturels. Ces infrastructures sont essentielles pour stimuler notre économie et favoriser l'essor des secteurs clés comme l'agriculture, le commerce et le tourisme.

En outre, nous investissons dans les réseaux de transport en commun modernes pour fluidifier la circulation urbaine (notamment dans le grand Conakry) et améliorer la qualité de vie de nos concitoyens, les résultats seront visibles en 2025. Nous déployons également la fibre optique dans toutes les régions du pays, ce qui permettra de connecter chaque Guinéen à l'ère numérique et d'encourager l'émergence d'une économie numérique locale permettant de favoriser les startups et les entreprises technologiques.

Aussi, nous avons mis en place des mécanismes de soutien aux PME et aux jeunes entrepreneurs, car nous croyons fermement que l'avenir de la Guinée repose aussi sur l'innovation et l'esprit d'entreprise de la jeunesse.

Nous construisons des hôpitaux régionaux et les centres de diagnostics pour assurer un accès équitable aux soins de santé, et réduire ainsi les disparités entre zones urbaines et rurales. Ces investissements structurants visent à améliorer la qualité de vie de chaque Guinéen.

Parallèlement, nous avons lancé des campagnes de sensibilisation afin de promouvoir la santé préventive, en mettant l'accent sur les programmes de vaccination, la lutte contre les maladies endémiques, et l'amélioration des conditions sanitaires. La mise en place d'un système de couverture sociale universelle est également en cours d'élaboration, afin de garantir à tous l'accès aux soins de qualité. En termes de bien-être social, fidèle à ma conviction pour un développement harmonieux, j'ai décidé d'augmenter les salaires des fonctionnaires. Ces deux dernières années, les agents de l'État ont bénéficié d'une augmentation de 35 % de la valeur indiciaire, et une nouvelle augmentation est prévue pour cette nouvelle année. De plus, des primes de fonction seront attribuées prochainement à nos agents publics, afin de les motiver davantage et de reconnaître leur contribution essentielle au bon fonctionnement de notre Administration publique, avec la mise en place des processus de formations continues et de programmes de développement professionnel en leur faveur.

J'ai également décidé de faire l'avancement de 4 échelons en faveur de chaque fonctionnaire et contractuel permanent dès 2025. Ainsi, cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents de l'État. Grâce à la centralisation des bases de données de la Fonction publique et du Budget, nous avons aujourd'hui une gestion plus efficiente et unifiée des agents de l'État. Ce progrès a permis d'éliminer les doublons et de garantir une meilleure gestion de nos ressources humaines, gage d'une Administration publique moderne et efficace.

La valorisation du capital humain, principal levier de développement, s'est traduite notamment par la mise en œuvre des actions prioritaires en faveur du système éducatif et des travailleurs :

La construction et la modernisation d'infrastructures scolaires et universitaires, afin de garantir l'accès équitable à une éducation de qualité sur l'ensemble du territoire ;

Le renforcement des stratégies de lutte contre les disparités, notamment de genre, en favorisant l'inclusion des filles et des femmes dans toutes les filières d'enseignement ; L'adoption d'un statut particulier pour les enseignants chercheurs, suivie d'une revalorisation effective de leur salaire et l'allocation des primes d'excellence, afin de reconnaître leur rôle crucial dans l'éducation de nos enfants. Ces engagements témoignent de notre volonté de bâtir une Guinée où l'éducation, la formation et les conditions de

travail des agents de l'État deviennent des priorités pour le développement durable de notre Nation. Au cours de l'année écoulée, nous avons mis en garde contre le gaspillage et les détournements des biens publics. Cette vigilance sera maintenue et renforcée en 2025. En effet, la République doit impérativement restaurer sa dignité dans notre manière de gouverner et de gérer les ressources communes. C'est là le sens même de la Refondation que nous avons engagée depuis notre prise de responsabilités le 5 septembre 2021.

Guinéennes, Guinéens ; Chers compatriotes ;

Concernant l'axe politique de la Refondation, nous avons un objectif clair : celui de bâtir des institutions solides, capables de résister au temps et à la tentation des hommes. Cet engagement se traduit, entre autres, par les réformes profondes suivantes :

Le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 4) ;

Le Programme National de Recensement et d'Attribution d'un Identifiant Unique (PN-RAVEC), garant d'un fichier électoral fiable et moderne ;

L'adoption d'une nouvelle Constitution par voie référendaire, qui reflète les aspirations de notre peuple et jette les bases d'une gouvernance stable et démocratique, l'organisation des différentes élections présidentielles, législatives et communales dont la vulgarisation est en cours partout sur le territoire national pour une meilleure compréhension par nos concitoyens.

L'année 2025 sera une année électorale cruciale pour achever le retour à l'ordre constitutionnel. Ces différents processus électoraux se veulent transparents, inclusifs, et respectueux des valeurs républicaines que nous partageons. Ils s'inscrivent dans notre volonté de bâtir une Guinée moderne, où chaque citoyen a sa place et où les droits de tous sont garantis. Ainsi, le référendum pour l'adoption de la nouvelle Constitution nous permettra de quitter la période de Refondation pour aller vers le retour à l'ordre constitutionnel normal et évoluer davantage dans un État de démocratie participative. C'est le souhait partagé par l'ensemble des Guinéens et de la classe politique. Cela conforte notre ambition de bâtir, pour nous et les générations futures, une société fondée sur la paix, la justice, et le développement socio-économique durable et responsable.

Depuis plusieurs semaines, à l'initiative du Conseil National de la Transition (CNT), qui a, en vertu de l'article 57 de la Charte de la Transition, la mission d'élaborer le projet de Constitution, une vaste campagne de vulgarisation et d'appropriation de l'Avant-projet de Constitution est en cours dans tout le pays. Je félicite, à cet effet, l'ensemble des Conseillers Nationaux de la Transition pour le travail accompli. Au-delà de ce processus inclusif, il est de mon devoir de m'assurer que le projet final, qui sera soumis à référendum reflète pleinement, et sans réserve, les réalités sociopolitiques, les aspirations de développement et les ambitions des générations futures. C'est pourquoi, j'envisage de recueillir l'avis d'un panel d'experts guinéens reconnus et incontestables en matière constitutionnelle sur l'Avant-projet de Constitution avant que le Projet de Constitution ne me soit transmis officiellement par le CNT. Ce panel d'experts sera chargé de faire des propositions d'amélioration, afin de nous éviter, lors de la campagne référendaire, de débattre de l'inutile pour aller à l'essentiel en vue de l'adoption définitive de la Constitution par le peuple souverain de Guinée.

L'objectif de cette démarche est clair et simple : disposer d'une Constitution solide, socle de notre avenir commun. L'année 2025 devra être, de ce fait, celle qui permettra au peuple souverain de Guinée de se doter d'une Nouvelle Constitution et de consacrer une Nouvelle République projetée dans un avenir radieux où chaque fille et chaque fils de Guinée trouvera sa convenable place et se sentira fier d'être guinéen.

Dès le premier trimestre de l'année 2025, je signerai un Décret fixant la date du scrutin pour le référendum constitutionnel après l'élaboration du code électoral.

Durant l'année 2025, nous nous emploierons tous ensemble, avec les Guinéennes et les Guinéens à continuer à poser les jalons forts pour des élections générales, dans des délais qui assurent une organisation sans faille, et garantissent le respect des résultats des urnes et le choix de nos compatriotes. Il me reviendra de continuer à garantir les conditions qui mettent en place le cadre, les moyens, l'approche nécessaires, afin que chaque jalon posé puisse rencontrer l'adhésion des acteurs.

Sans une stabilité et une paix durable, nous ne saurions relever avec succès ces nombreux défis. A l'aube de la nouvelle année 2025, je réaffirme mon engagement de continuer à renforcer les fondations de cette paix, essentielle pour la prospérité de notre Nation. J'invite le peuple de Guinée, dont le sens élevé de patriotisme et de responsabilité est exemplaire, à cultiver davantage la fraternité, la solidarité et la tolérance. Je demande à mes frères et sœurs, aux acteurs politiques en particulier, de regarder d'abord la Guinée, de préserver les intérêts supérieurs du peuple de Guinée dans leur combat politique. Ensemble, veillons à ce que ces différentes consultations électorales se déroulent dans des conditions optimales, en toute paix et en toute sérénité, pour montrer au monde l'image d'une Guinée unie et résolue à bâtir son avenir dans la stabilité et la démocratie. Que chacun s'engage à préserver cet esprit de cohésion nationale, car c'est à travers notre unité que nous pourrions franchir les étapes de notre développement et hisser notre pays au rang des grandes nations africaines. Notre pays a longtemps été marqué par des drames liés

aux manifestations politiques. L'autorité de l'État était fréquemment bafouée, l'ordre public troublé, et la libre circulation des biens et des personnes, compromise. Cette situation a conduit le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) à prendre ses responsabilités et à circonscrire temporairement les activités politiques sur tout le territoire national. Après une période d'observation et après concertation de nos concitoyens, la reprise totale des activités politiques sera effective dès l'année 2025. Cette reprise devra se faire désormais dans le respect de l'État, des pouvoirs publics, des dispositions sécuritaires et de l'ordre public, et suivant les règles qui régissent l'exercice des activités politiques. L'État, en toute circonstance, n'hésitera pas à prendre ses responsabilités en cas de trouble à l'ordre public, de menace ou d'atteinte à l'unité nationale.

Chers Compatriotes,

La défense de la patrie est une responsabilité collective qui incombe à toutes les filles et à tous les fils de la Guinée. La survie de notre pays, la défense de son intégrité territoriale, et la préservation de notre souveraineté nationale sont des devoirs sacrés. A cet égard, je tiens à rendre un hommage particulier à ceux qui ont consenti le sacrifice ultime pour la liberté, la sécurité et la défense de notre Nation. Le devoir de mémoire nous engage à honorer leur mémoire et à perpétuer leur héritage en demeurant fidèles aux valeurs de courage et de patriotisme qu'ils incarnent. Leur détermination, leur courage, leurs sacrifices, et leur patriotisme exemplaire ont permis de préserver l'intégrité de notre territoire national, de garantir la paix et de maintenir la stabilité sur l'ensemble de nos frontières. La Nation guinéenne leur en est profondément reconnaissante.

Aux frères d'armes, aux officiers, sous-officiers et militaires du rang, l'État continuera, comme il le fait déjà, à mettre à votre disposition des infrastructures sanitaires et militaires nécessaires, ainsi que des moyens logistiques, matériels, et financiers indispensables à l'accomplissement de votre noble mission. En outre, nous nous engageons à renforcer les programmes de formation, de modernisation des équipements, et d'amélioration de vos conditions de vie, afin de vous offrir un cadre de travail digne de vos sacrifices.

Guinéennes, Guinéens, Chers compatriotes,

Le chemin qui nous attend est certes parsemé de difficultés, mais il est aussi rempli de défis qui seront relevés grâce, notamment, au dynamisme de la jeunesse guinéenne. Nous faisons confiance à la jeunesse de notre pays, car elle est la promesse d'avenir de notre Nation. C'est pourquoi, dès notre prise de responsabilité, je n'ai pas hésité, un seul instant, à rejoindre l'Administration publique, en faisant la promotion de la jeunesse et en nommant les jeunes à toutes les fonctions et à tous les postes de responsabilité administrative et gouvernementale. Cette politique de promotion des jeunes et de rajeunissement de l'Administration sera accentuée.

En 2025, nous poursuivrons nos efforts pour réformer notre pays, pour renforcer nos infrastructures, améliorer l'éducation, la santé, et pour promouvoir un développement économique inclusif qui profitera à tous. Nous avons fait d'énormes progrès, et le travail continue. Chaque Guinéenne, chaque Guinéen, doit être au cœur de notre vision commune. Nous devons continuer à œuvrer pour un pays plus juste, plus équitable et plus prospère. Je fais appel à notre unité et à notre esprit de fraternité. Plus que jamais, nous devons rester solidaires, travailler ensemble pour relever les défis de demain et construire un avenir de paix, de prospérité, et de justice sociale. Je vous invite à rester mobilisés et engagés pour bâtir une Guinée prospère, souveraine, et exemplaire.

Je souhaite à chacun d'entre vous, ainsi qu'à vos familles, une nouvelle année pleine de santé, de bonheur, de succès et de sérénité. Que 2025 soit une année de consolidation des acquis, de prospérité et de réalisations pour notre Nation résolument tournée vers le progrès et confiante en son avenir, et qu'elle consolide davantage l'unité nationale pour continuer à bâtir ensemble une Guinée forte et fière. Convaincu de votre détermination à vous investir avec enthousiasme dans les vastes chantiers de construction d'une Guinée prospère, unie, et solidaire, je vous adresse à nouveau mes vœux les plus sincères de paix, de bonheur, et de réussite pour l'année 2025.

Aux Guinéens établis à l'étranger, je tiens à vous renouveler ma reconnaissance pour vos immenses contributions à la construction de notre patrie. Votre engagement, votre expertise, et vos efforts sont des atouts inestimables pour le développement de notre pays. Je vous invite à continuer de jouer ce rôle fondamental et à renforcer les liens qui nous unissent, car chaque geste, chaque initiative venant de l'étranger est une pierre ajoutée à l'édifice de notre Guinée nouvelle.

Aux amis de la Guinée, aux partenaires au développement, ainsi qu'à toutes les communautés étrangères vivant parmi nous et partageant notre quotidien, j'exprime ma profonde gratitude. Votre soutien constant et précieux renforce notre détermination et nous accompagne dans notre marche résolue vers le développement et la prospérité de notre Nation. Ensemble, nous bâtissons les bases d'une Guinée plus forte et plus rayonnante sur la scène internationale.

Vive la République, Vive la Guinée, notre Paradis, terre de richesse et d'innovation. Que Dieu bénisse notre Nation. Je vous remercie. », a déclaré le général Mamadi DOUMBOUYA, président de la transition guinéenne.

Samuel Demba. D

NOUVEL AN 2025

L'ANCIEN PRÉSIDENT ALPHA CONDÉ S'ADRESSE AUX GUINÉENS

A l'occasion du nouvel an, l'ancien président Alpha Condé (renversé le 5 septembre 2021), a encore cru devoir s'adresser aux Guinéens à travers les réseaux sociaux. Dans son adresse, le champion du RPG Arc-en-ciel, sans surprise, n'a pas mis de gant pour tirer à boulets rouges sur ses tombeurs qu'il accuse de n'avoir pas respecté leurs promesses et leurs engagements par rapport au retour à l'ordre constitutionnel.



« Alors que nous nous organisons pour accueillir la nouvelle année 2025, nous devons nous rappeler que ce 31 décembre 2024 devrait marquer un nouveau départ selon les promesses des vendeurs d'illusions pour notre pays, avec le retour à l'ordre constitutionnel et ce, devant la CEDEAO et devant la Communauté Internationale.

Il n'en n'est malheureusement rien. En ne respectant pas ses engagements, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, ancien légionnaire français et sa clique mafieuse sans foi ni loi, offensent de nouveau le peuple guinéen et plonge notre beau pays, la Guinée dans une inquiétude totale. Cette situation inédite d'usurpation de pouvoir démocratique durera-t-elle encore, sous nos yeux de guinéens patriotes, pendant combien de temps? Trop de Guinéens et Guinéennes militaires et civils, ont été victimes de privations injustifiées de liberté, de disparitions forcées et d'assassinats crapuleux. Les tentatives d'intimidation pour effrayer le vaillant peuple de Guinée qui menacent. Combien de temps faudra-t-il supporter encore cette insécurité et cette gabegie incommensurable qui gangrène notre

pays depuis bientôt quatre années successives ? », a martelé le professeur Alpha Condé. Notre cohésion sociale, minent les fondements de notre nation, sont néanmoins voués à l'échec. Et parlant de qu'il considère comme des restrictions des libertés et des arrestations arbitraires, il dira ceci : « Malgré le climat de terreur et d'intimidations, les patriotes osent s'exprimer au risque de se faire arrêtés ou kidnappés (FONIKE MENGUE, BILO, MAROUANE, EL SISSI, RAMATOULAYE DIALLO, ALIOU BAH, etc.). Le peuple meurtri enregistre chaque jour avec tristesse la fermeture des médias et la répression violente de tous ceux qui tentent de faire entendre leur voix. Les kidnappings crapuleux sont devenus monnaie courante (Colonel Célestin kidnappé et assassiné; NIMAGA ancien Secrétaire Général des Mines porté disparu, etc.). Les assassinats multiples comme celui innommable du Général Sadiba KOULIBALY et de beaucoup d'autres militaires et civils. La militarisation excessive des rues de la capitale CONAKRY et d'ailleurs de tout le pays, la concentration injustifiée des

forces militaires à toutes nos frontières des pays frères, la surenchère de la vie socio économique accentuent davantage cette atmosphère d'anxiété. Combien de temps encore, le peuple guinéen continuera-t-il d'endurer les violations massives des droits de l'homme, les baffouements répétés dans une impunité totale, de l'état de droit, de la liberté d'expression, de la liberté d'aller et venir et de la liberté d'association ? »

Pour le fondateur du RPG, le CNRD du général Mamadi Doumbouya est incompétent pour diriger la Guinée.

« L'incompétence des Vendeurs d'illusions constituant le CNRD, se mesure aussi à l'aune de la dégradation politique, économique et sociale. L'inflation galopante et la cherté de la vie plongent nos concitoyens dans la précarité. Les négociations concernant l'exploitation du mont Nimba, menées de manière déplorable en totale violation du code minier, ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres. Combien de temps, assisterons nous encore à la dilapidation de notre économie, promise jadis à un avenir radieux. De plus, les conséquences inexplicables et bien déplorable de l'organisation de manifestations sportives destinées à détourner l'attention du peuple et vouées au culte de la personnalité du Colonel Mamadi DOUMBOUYA en vue de sa candidature à l'élection présidentielle, sont sans doute, une autre facette de la perte de vitesse et évidemment du signe patent d'une inéluctable, implacable, certaine et irréversible fin de règne. Toutes les couches sociales en ont assez de commencer par les fonctionnaires civils et militaires radiés sans aucune forme de procédure et en bouclant les inepties et incongruités par une ségrégation jamais égalée dans les Forces armées et de police de notre cher et beau pays la Guinée de nos valeureux aïeux ».

Kaba Kankoula

CÔTE D'IVOIRE

ALASSANE OUATTARA ANNONCE LA RÉTROCESSION DE LA BASE DE L'ARMÉE FRANÇAISE À ABIDJAN

La base militaire française d'Abidjan va être rétrocédée à la Côte d'Ivoire en janvier, a annoncé ce mardi 31 décembre soir le président ivoirien Alassane Ouattara, conformément à la politique de réaménagement du dispositif militaire français en Afrique.

Le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara a souligné, lors d'un discours prononcé à l'occasion de ses vœux pour la nouvelle année, que les Ivoiriens devraient être fiers de la modernisation de leur armée.



« Mes chers compatriotes, chers frères, chères sœurs, nous pouvons être fiers de notre armée dont la modernisation est désormais effective. C'est dans ce cadre que nous avons décidé d'une retraite concertée et organisée des forces françaises en Côte d'Ivoire. Ainsi, le camp du 43e BIMA, le Bataillon d'infanterie de marine de Port-Bouët, sera rétrocédé aux forces armées de Côte d'Ivoire dès ce mois de janvier 2025. Pour marquer cette nouvelle étape de la vie de notre armée, j'ai décidé de baptiser ce camp du nom du général Ouattara Thomas d'Aquin, militaire au parcours exceptionnel et tout premier chef d'état-major de l'armée ivoirienne », a déclaré le président ivoirien, dans son allocution de fin d'année.

La France a décidé de reconfigurer sa présence militaire en Afrique, après son retrait de trois pays sahéliens gouvernés par des juntes hostiles à Paris, le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

La Côte d'Ivoire reste un allié important de la France en Afrique de l'Ouest. Quelque 1 000 soldats étaient déployés au 43e BIMA, notamment dans la lutte contre les jihadistes qui frappent régulièrement le Sahel et le nord de certains pays du golfe de Guinée. Passer d'une logique d'intervention à une logique de coopération-formation En juillet dernier, dans une interview à Jeune Afrique, le ministre de la Défense Téné Birahima Ouattara indiquait déjà que des experts français et ivoiriens se penchaient sur ce départ des militaires français d'Abidjan, rappelle notre correspondant sur place, Benoît Almeras. Le frère d'Alassane Ouattara évoquait une « solution définitive » d'ici la fin 2024, pour que l'armée ivoirienne « occupe le camp » en vue d'y « affecter cinq bataillons ». Selon une source bien informée, la réduction des effectifs est en outre préparée à Paris pour passer d'une logique d'intervention, à une logique de coopération-formation. Selon plusieurs médias, ce scénario prévoit le maintien d'une centaine d'éléments dans le pays, contre 600 auparavant.

Une réduction qui s'est déjà manifestée avec la cession en septembre dernier du camp de Lomo-Nord, près de Yamoussoukro, la capitale politique du pays.

Pour rappel, en plus du camp de Port-Bouët, la France a également une emprise au niveau de l'aéroport international, ainsi que le détachement d'instruction lagunaire, toujours dans la même zone. Reste à savoir si ce dispositif sera lui aussi reconfiguré. La question de la présidentielle abordée Le chef d'État ivoirien a par ailleurs consacré soixante secondes de son discours à la présidentielle durant son allocution. Le temps pour Alassane Ouattara de rassurer ses compatriotes, mais aussi les partenaires de la Côte d'Ivoire : « les élections seront apaisées, transparentes et démocratiques ». Une priorité pour le président ivoirien : « consolider les acquis enregistrés depuis 2011 pour continuer la marche du pays vers le développement ». Aucune déclaration d'intentions donc en vue d'une possible participation au scrutin d'octobre 2025. Alassane Ouattara s'est concentré sur le bilan de l'année écoulée et les perspectives d'une croissance économique à 7 % en 2025.

RFI

PROPOS DE OUSMANE GAOUAL DIALLO, ALIOU BAH

INTERVIEW

LE RPG HAUSSE LE TON À SON AG

Le RPG Arc-en-ciel a exprimé sa solidarité à la manifestation projetée par les Forces Vives de Guinée, le 06 janvier 2024. L'ancien parti au pouvoir a réitéré cette position le samedi, 28 décembre 2024 à l'occasion de son assemblée générale, au siège national du parti, à Gbessia.

En réponse à cet appel à manifester des Forces Vives de Guinée dans le grand Conakry, le ministre porte-parole du gouvernement a déclaré que la violence ne résout pas les problèmes. Cette sortie du porte-parole du gouvernement a amené Aboubacar Demba Dansoko, membre du bureau politique national du parti, à réagir.



L'Aigleinfos : A la suite de la manifestation projetée par les FVG dont vous êtes membres, le ministre porte-parole du gouvernement a déclaré sur le plateau de la RTG que la violence ne résout pas les problèmes. Quelle analyse faites-vous de cette communication de Ousmane Gaoual Diallo ?

Aboubacar Demba Dansoko : Nous sommes d'accord avec cette sortie du porte-parole du gouvernement quand il dit que la violence ne résout pas les problèmes. Les FVG veulent simplement faire respecter les engagements pris entre le CNRD et la CEDEAO. Selon ces engagements, la transition finit le 31 décembre 2024. Donc, il n'est pas question de violence, il est question de citoyenneté. Et tous les citoyens guinéens sont d'accord que cette transition est finie, il faut aller à autre chose.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous préconisez d'autres stratégies à part les manifestations pour faire partir la junte du pouvoir ?

Aboubacar Demba Dansoko : Il n'y a pas de stratégies particulières, ce sont les lois qui gouvernent la République de Guinée que nous allons faire prévaloir. Ce sont des manifestations pacifiques et nous demandons à tous les citoyens épris de paix et de justice de manifester et de demander au CNRD qu'il n'est plus à l'ordre du jour. C'est de cela qu'il s'agit.

L'Aigleinfos : Que direz-vous de cet autre argument souvent exprimé par les autorités de la transition en disant qu'elles n'ont pas été accompagnées par la CEDEAO pour réaliser ce qu'elles veulent ?

Aboubacar Demba Dansoko : Si elles disent qu'elles n'ont pas été accompagnées par la CEDEAO et les autres institutions financières, cela revient à dire qu'elles n'inspirent pas confiance. Parce que de façon générale, les institutions internationales, les partenaires financiers et techniques accompagnent tous les gouvernements.

L'Aigleinfos : Autre fait marquant de l'actualité guinéenne, c'est l'insécurité grandissante dans le pays. Quel commentaire faites-vous de cela ?

Aboubacar Demba Dansoko : L'insécurité est un sujet de préoccupation pour tous les Guinéens, et nous pensons que le CNRD n'a pas pu mettre les citoyens guinéens, dans les meilleures conditions de sécurité. Nous demandons au CNRD de protéger les citoyens partout où ils se trouvent sur le territoire national et de passer par tous les moyens afin que la justice fasse son travail.

L'Aigleinfos : L'arrestation de Aliou Bah intervient à quelques jours de votre manifestation. Beaucoup disent que c'est une stratégie d'intimidation que le pouvoir de Conakry veut instaurer. Est-ce que vous y croyez ?

Aboubacar Demba Dansoko : Pour nous, c'est une arrestation illégale et inacceptable qu'un citoyen guinéen soit interpellé en dehors des formes juridiques qui sont inscrites dans nos textes de loi. Il était libre de faire ses mouvements dans toute l'Afrique de l'Ouest et même au-delà.

L'Aigleinfos : On lui reproche d'offense au Chef de l'Etat. Comprenez-vous ce chef d'accusation ?

Aboubacar Demba Dansoko : Nous ne voulons pas commenter les questions juridiques. Ce que nous savons, Monsieur Aliou Bah, président du MoDel, a été interpellé illégalement. Nous demandons sa libération immédiate et sans condition ;

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Aboubacar Demba Dansoko, membre du bureau politique national du RPG !

Aboubacar Demba Dansoko : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

OUSMANE GAOUAL DIALLO,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

« LA VIOLENCE NE RÉSOUT RIEN... »

Réagissant aux manifestations projetées à partir du 6 janvier 2025 par les acteurs sociopolitiques hostiles au CNRD, à savoir les Forces vives de Guinée, le ministre porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, a fait passer vendredi 27 décembre 2024 un message pour interpeller tous les Guinéens sur le devenir de leur pays.



« Depuis le 5 septembre 2021, notre pays s'est engagé dans une phase déterminante de son histoire. Des choix courageux ont été faits. Des projets ont été lancés, certains aboutis, d'autres en cours. Ces progrès ne répondent peut-être pas encore à toutes les attentes, mais ils existent. Ils montrent que, malgré les difficultés, nous avançons... Nous ne pouvons pas nier ces réalités. Tout n'a pas été parfait. Mais beaucoup a été accompli, et beaucoup reste à faire. Cette étape a été nécessaire pour poser des bases solides, des bases pour une Guinée plus stable et plus juste », a déclaré le ministre porte-parole du gouvernement. Et d'ajouter : « Ces derniers jours, des appels à la mobilisation ont été lancés, relayés par des informations délibérément déformées. Face à cela, un principe demeure : la liberté d'expression et le droit de manifester sont des acquis importants. Ils doivent être respectés. Mais la violence, elle, n'est pas une option. Elle ne résout rien. Elle divise, détruit et nous éloigne un peu plus des solutions que nous recherchons tous. Nous avons tous vu, à travers d'autres expériences, combien des appels mal maîtrisés peuvent conduire à des

dramas, à des pertes humaines et parfois à un recul douloureux pour un pays tout entier. Aucun acteur politique, aucun citoyen ne devrait vouloir cela » L'actuel ministre des Transports du gouvernement Bah Oury a par ailleurs fait comprendre qu'aujourd'hui, chacun doit prendre ses responsabilités. « Chacun doit se poser une question simple: quelle Guinée voulons-nous demain? Une Guinée où la voix du dialogue l'emporte sur celle du chaos, ou une Guinée où chaque colère devient une menace pour la paix civile? Il y a un chemin pour avancer. Il est simple. Il passe par le respect, par la responsabilité et par l'engagement de tous. Nous avons tous une part à prendre dans cette refondation. L'Etat prendra la sienne. La paix, la stabilité et le progrès: voilà notre objectif. Et nous y arriverons ensemble », dira-t-il. A noter que les Forces vives de Guinée, auxquelles appartiennent le RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé, l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et l'UFR de Sidya Touré, menacent ouvertement de ne plus reconnaître le pouvoir du CNRD au-delà du 31 décembre 2024.

Kaba Kankoula

AG DU RPG ARC-EN-CIEL

LE PARTI RÉAGIT À LA SORTIE DE GAOUAL DIALLO SUR LA VIOLENCE

Le samedi 28 décembre 2024, le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu son Assemblée générale hebdomadaire à son siège national à Gbessia, dans la commune du même nom. Une rencontre au cours de laquelle l'on a répondu à la sortie de Ousmane Gaoual Diallo, ministre porte-parole du Gouvernement, sur la violence qui, selon lui, ne résout pas les problèmes.



Dans sa communication à l'AG du RPG Arc-en-ciel, Aboubacar Demba Dansoko a fait observer que les Forces vives de la nation n'ont aucune intention de recourir à la violence, mais qu'elles souhaitent seulement le respect à la lettre des engagements pris entre le CNRD et la CEDEAO. C'est le cas par exemple de la fin de la transition prévue pour le 31 décembre 2024. Pour lui et pour tous les militants et cadres du parti jaune, il est temps de tourner la page de la transition et de se concentrer sur l'essentiel.

Réagissant aux propos du ministre porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, qui soutient que la violence ne résout pas les problèmes, Aboubacar Demba Dansoko a dit: "Nous sommes d'accord avec cette sortie du porte-parole du gouvernement, quand il dit que la violence ne résout pas les problèmes. Mais nous rappelons que les Forces vives n'envisagent pas de faire de la violence. Elles veulent simplement faire respecter les engagements pris entre le CNRD et la Cédéao. Selon ces engagements, la transition finit le 31 décembre 2024. Il n'est pas question de violence. Il est question de citoyenneté. Et tous les citoyens guinéens sont d'accord que cette transition est finie. Donc, il faut aller à autre chose". Les Forces vives ont récemment publié une déclaration dans laquelle elles invitent les Guinéens, civils et militaires, à se mobiliser pour exiger le départ du CNRD et la mise en place d'une transition civile. C'est dans ce cadre qu'elles ont projeté des manifestations pacifiques dans les rues et sur les places publiques à partir du 6 janvier 2025 dans le Grand Conakry.

Kéfina Diakité

COYAH-DUBRÉKA

INTERPELLATION DE PLUSIEURS SUSPECTS ACCUSÉS DE VIOL ET DE MEURTRE

Dans un communiqué rendu public le vendredi 27 décembre 2024, le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Yaya Kairaba Kaba, a annoncé l'interpellation de plusieurs suspects accusés de viol et meurtre à Coyah et Dubréka.



« Alors que l'opinion publique nationale est encore sous le choc, suite à deux cas de viol entraînant la mort des victimes commis à Dubréka, dont les enquêtes sont en cours, c'est avec une réelle indignation doublée de grande désolation que je vous annonce la commission de deux autres actes criminels qui ont eu lieu respectivement le 18 novembre 2024 au district de Guémétédé, sous-préfecture de Wassou, préfecture de Dubréka et le 24 décembre au secteur Zakaria, Quartier Doumbouya, sous-préfecture de Wonkifong, préfecture de Coyah. Le premier acte criminel est relatif à un cas de viol sur une mineure de 16 ans: faits prévus et punis par les articles 818 et 819 du Code de l'Enfant. Les enquêtes entreprises par le Commissariat central de police de Dubréka ont permis l'interpellation du suspect Alsény Sylla qui a été inculpé et placé sous mandat de dépôt par Monsieur le Juge d'instruction après l'ouverture d'une information judiciaire par Monsieur le Procureur de la république près le tribunal de première instance de Dubréka. Le deuxième cas concerne un assassinat à des fins rituelles sur la personne d'un enfant de 14 ans, élève

de son état, répondant au nom de Mamadou Saliou BAH. La victime dont la gorge est tranchée a été transportée par ses bourreaux dans un endroit inhabité, près d'un buisson. Ces faits également sont prévus et punis par l'article 208 du Code pénal. Des enquêtes immédiatement ouvertes ont permis l'interpellation de cinq suspects répondant aux identités suivantes : 1- Ibrahima Diawara, maçon de profession, domicilié au secteur Zakaria, dans le district de Doumbouya; 2- Lancei Condé, diplômé en Lettres, domicilié à Kouyèya, dans Wonkifong 3- Souleymane Condé, menuisier de son état, domicilié à Kouyèya 4- Fatoumata Camara, couturière domiciliée à Zakaria, et 5-Amadou Sow, mécanicien, domicilié également à Zakaria. Je voudrais souligner que les interpellations de ces présumés auteurs ont été rendues possibles, grâce au précieux concours de la population et à la dextérité des officiers de police Judiciaire, sous la conduite des parquets d'instance près des juridictions de Dubréka et Coyah et sous la coordination du Parquet général près la Cour d'appel de Conakry.

C'est le lieu et le moment de féliciter les services judiciaires pour leur promptitude et les braves populations qui leur ont fourni les informations utiles. Ces résultats ainsi obtenus marquent la ferme volonté des autorités nationales, au plus haut niveau, de ne laisser aucune infraction impunie. A cet égard, je voudrais rassurer les citoyens que le gouvernement suit avec une particulière attention l'évolution de toutes les affaires, de nature criminelle portées devant les tribunaux de la République. Elles tiennent à ce que subissent la rigueur de la loi, les auteurs de ces crimes, dont la seule ambition est d'assouvir leur besoin personnel en instaurant par ailleurs un climat de terreur permanent dans la cité d'une part et d'autre part de saper les valeurs et les fondements de notre Nation. Enfin, j'invite les citoyennes et citoyens de notre pays à œuvrer aux côtés des acteurs de la chaîne pénale pour dénoncer toute personne dont les agissements sont de nature à perturber durablement et gravement l'ordre public et les bonnes mœurs. C'est en cela que la Justice sera forte et capable de garantir la paix et la sécurité pour tous.»

Kéfina Diakité

SÉNÉGAL

LE PRÉSIDENT BASSIROU FAYE ANNONCE LA «FIN DE TOUTES PRÉSENCES MILITAIRES ÉTRANGÈRES DÈS 2025»

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a annoncé, mardi 31 décembre, « la fin de toutes les présences militaires de pays étrangers au Sénégal, dès 2025 », dans un discours à l'occasion du Nouvel An. Le 28 novembre, il avait annoncé que la France allait devoir fermer ses bases militaires au Sénégal.



Le 28 novembre dernier, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye avait annoncé que la France allait devoir fermer ses bases militaires au Sénégal. Il confirme désormais que cela sera fait dès l'année qui vient en 2025.

« J'ai instruit le ministre des Forces armées de proposer une nouvelle doctrine de coopération en matière de défense et de sécurité, impliquant, entre autres conséquences, la fin de toutes les présences militaires de pays étrangers au Sénégal, dès 2025 », a déclaré le président sénégalais.

Bassirou Diomaye Faye fixe ainsi pour la première fois une date de départ des

bases militaires étrangères dans cette ancienne colonie française, aux relations fortes avec l'Occident, la France notamment. « Tous les amis du Sénégal seront traités comme des partenaires stratégiques, dans le cadre d'une coopération ouverte, diversifiée et décomplexée », a précisé le chef de l'Etat sénégalais.

Alors aucun pays n'est cité nommément par le président, seule la France a aujourd'hui des bases et des effectifs militaires au Sénégal, rappelle notre correspondant à Dakar, Gwendal Lavina. On parle de trois emprises dans Dakar et sa banlieue pour un effectif de 350 militaires environ, désormais surtout orientés vers la formation des armées de la sous-région.

Cette annonce est loin d'être une surprise : pendant la campagne présidentielle, le ticket Bassirou Diomaye Faye/Ousmane Sonko avait insisté sur ce départ à venir.

Bassirou Diomaye Faye prône la rupture avec le système et se réclame d'un panafricanisme de gauche. Il est entré en fonctions en avril après avoir été élu sur la promesse du souverainisme et de la fin de la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

« Le Sénégal est un pays indépendant, c'est un pays souverain et la souveraineté ne s'accorde pas de la présence de bases militaires (étrangères) dans un pays souverain », avait-il dit en novembre dernier, 64 ans après l'indépendance de ce pays d'Afrique de l'Ouest. « Présence militaire ou absence militaire ne doit pas être égal à rupture », avait-il ajouté. Le président sénégalais avait évoqué dans cette interview une mise à jour prochaine de la doctrine de la coopération militaire. Cette actualisation « impose évidemment qu'il n'y ait plus de bases militaires de quelque pays que ce soit au Sénégal, mais elle impose aussi d'autres évolutions dans la coopération militaire avec ces différents pays qui entendent encore la maintenir (la coopération) avec le Sénégal », avait-il dit.

RFI

Lisez le journal numérique sur le site KéfinaFasso.com

CELLOU DALEIN DIALLO, PRÉSIDENT DE L'UFDG

« NOUS VOULONS QUE NOTRE SOCIÉTÉ SOIT UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE... »

Le samedi 28 décembre 2024, c'est par visioconférence que le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, s'est adressé aux militants et sympathisants du parti réunis samedi 28 décembre 2024 en assemblée générale. Sans surprise, l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté s'est prononcé sur l'actualité sociopolitique qui prévaut dans le pays.



« Malgré les difficultés, nous vous exhortons à combattre. C'est des risques que vous prenez, vous le prenez pour le peuple de Guinée, pas seulement celui de Cellou Dalein. Nous voulons que notre société soit une société démocratique, où le droit du peuple de choisir ses dirigeants au niveau local, au niveau législatif, au niveau de l'exécutif, soit respecté. C'est très simple. Vous avez vu ce qui s'est passé récemment au Ghana, ce qui s'est passé au Sénégal, qui sont des pays exemplaires en matière de démocratie. Nous voulons que notre pays soit comme ça, qu'il y ait l'alternance par les urnes, qu'il y ait l'accession au pouvoir par les urnes, avec des élections transparentes et crédibles, pour que le peuple puisse

choisir ses dirigeants et le sanctionner par les urnes, si nécessaire, sans la violence, sans la discrimination, sans le tribalisme que nous connaissons. Nous voulons que notre pays soit comme ça. Et ça, nous devons mener le combat. Et croyez-moi que la victoire sera de notre côté », a martelé Cellou Dalein Diallo en visioconférence. « Les Forces vives vont lancer un mot d'ordre après avoir fait le constat que tous les engagements pris par la junte au moment de la prise du pouvoir, mais tous les engagements contenus dans la charte de la transition ont été violés. On a abattu plus de 60 jeunes qui tentaient d'exercer un droit inscrit en bonne place dans la charte de la transition que la junte avait élaborée, qu'elle a juré de respecter à travers son

chef le colonel d'alors Mamadi Doumbouya. Les droits humains étaient protégés, et il jurait de ne pas participer aux élections organisées à l'occasion du retour à leur conditionnel. Vous avez suivi le drame de N'Zérékoré, de ces mobilisations pour la promotion de la candidature de Mamadi Doumbouya. Vous avez vu cette tragédie où on a perdu près de 200 personnes, il n'y a pas de soucis avec ça. Je tiens encore à renouveler mes condoléances à toutes les familles qui ont perdu les proches, et prie le Tout-Puissant d'accepter dans son paradis éternel les victimes innocentes de la folie liberticide qui s'est emparée de la junte qui règne sur le Conakry », a-t-il ajouté. Le chef de file de l'UFDG a par ailleurs justifié la manifestation projetée par les Forces Vives de Guinée. « Alors, je vais vous dire tout de suite, le mot d'ordre lancé par les Forces vives de Guinée pour le 06 janvier, naturellement, vous le savez, l'UFDG est membre de l'ANAD qui est membre des Forces vives, et bien l'UFDG doit contribuer à cette lutte pour satisfaire les exigences. Nous voulons demander le départ de la junte parce qu'il n'a respecté aucun engagement. Il faut que vous soyez prêts. Il ne s'agit pas d'exercer de la violence, il ne s'agit pas de casser des voitures, il ne s'agit pas d'agresser des usagers ou des riverains de la route. Il s'agit de montrer qu'on n'est pas content et qu'on exige que la junte rende le pouvoir à une transition civile qui va organiser les élections et restituer au peuple le droit de choisir ses dirigeants avec la diligence que la crise actuelle requiert. Nous comptons sur vous et vous n'avez pas eu peur jusqu'à présent. Il ne faut pas avoir peur », dira-t-il.

Kaba Kankoula

ROYAUME-UNI

FORTE HAUSSE DES ARRIVÉES CLANDESTINES DE MIGRANTS PAR LA MANCHE EN 2024

Près de 37 000 migrants sont arrivés clandestinement au Royaume-Uni en traversant la Manche sur des petits bateaux en 2024, un nombre en forte hausse par rapport à l'année précédente, selon des chiffres du gouvernement britannique publiés mercredi 1er janvier. Au total, 36 816 personnes ont réussi la périlleuse traversée durant l'année écoulée, soit 25% de plus qu'en 2023, mais moins que le record atteint en 2022, avec 45 774 arrivées.

L'année 2024 affiche toutefois un triste record, avec au moins 76 personnes mortes en tentant la traversée, dans une vingtaine de naufrages. Rien que dimanche dernier, au moins trois migrants sont morts lors du départ depuis Sangatte (Pas-de-Calais) d'un bateau vers l'Angleterre.

Ce phénomène est devenu un enjeu majeur de la politique britannique, à la fois pour les précédents gouvernements conservateurs, qui avaient promis de « reprendre le contrôle » des frontières après le Brexit, que pour les travaillistes arrivés au pouvoir cet été.

Renforcer la lutte contre les réseaux de passeurs

Au total, depuis 2018 et l'apparition de ces traversées dans la foulée du renforcement des contrôles des camions empruntant le tunnel sous la Manche, plus de 150 000 migrants sont arrivés au Royaume-Uni par ce biais. Ils représentent désormais l'essentiel des arrivées illégales détectées par les autorités. Sur le seul mois de décembre 2024, plus

de 3 200 migrants ont effectué la traversée, avec 322 personnes arrivées le 28 décembre ou 451 le jour de Noël, et plus de 400 encore le lendemain. Les données complètes sur leur nationalité seront publiées ultérieurement, mais entre septembre 2023 et septembre 2024, les principaux pays d'origine étaient l'Afghanistan, l'Iran, la Syrie, le Vietnam et l'Érythrée. À son arrivée au pouvoir en juillet, le gouvernement de Keir Starmer est revenu sur le projet controversé des conservateurs d'expulser des migrants vers le Rwanda, et a promis de renforcer la lutte contre les réseaux de passeurs, qu'il entend traiter « comme des terroristes ».

RFI

ECONOMIE

CHINE-AFRIQUE:UNE RELATION DYNAMIQUE

Depuis le début du 21e siècle, la Chine a réussi à se hisser à la deuxième place dans l'économie mondiale, après les États-Unis. Elle revendique ainsi une influence diplomatique et économique mondiale, rivalisant avec les autres grandes puissances en matière de commerce et d'investissement, notamment en Afrique.

L'Afrique, en revanche, est une vaste zone géographique de la planète, c'est le troisième continent le plus grand du monde en termes de superficie et le deuxième en termes de population (estimée à environ 1,5 milliard d'habitants en 2024). Elle a une superficie d'environ 30,2 millions de kilomètres carrés avec les îles environnantes et occupe 6 % de la surface totale de la Terre et 20,4 % de la superficie totale des terres émergées. Elle est également riche en ressources naturelles (pétrole, gaz naturel, uranium, lithium, cobalt, diamants, or, cuivre, etc.)

et présente donc un grand intérêt économique. La République démocratique du Congo, par exemple, représente environ 70 % de la production mondiale de cobalt. Les relations de la Chine avec les pays africains ne sont pas nouvelles. Elles remontent aux années 1950, et plus précisément à 1955, lorsque la Conférence de Bandung eut lieu, au cours de laquelle les 29 pays africains et asiatiques participants adoptèrent les Cinq principes pour une coexistence pacifique, auxquels la Chine avait initialement souscrit en 1954 avec l'Inde.

Ces principes sont le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures de chacun, l'égalité et les avantages mutuels et la coexistence pacifique. A cette époque, la Chine signait des accords commerciaux avec des Etats africains, comme l'Algérie ou le Soudan. Fin 1963, Chu Enlai, alors Premier ministre chinois et numéro deux après Mao Zedong, effectua un voyage dans dix Etats africains en deux mois. Depuis, la présence chinoise en Afrique n'a cessé

SERVICES SPÉCIAUX

MOHAMED LAMINE SIMAKAN AUX COMMANDES

Le lundi 30 décembre 2024, le secrétaire général à la Présidence chargé des Services spéciaux et de la lutte contre la drogue et le crime organisé, le commissaire principal de Police Mohamed Lamine Simakan a été installé dans ses nouvelles fonctions, en remplacement du commissaire divisionnaire de police Abdoul Malick Koné. C'était lors d'une cérémonie organisée dans les locaux de ladite unité, dans la commune de Kaloum, sous l'égide du vérificateur général, Dr Joseph Togna Doré.

Dans son discours, le secrétaire général sortant, le commissaire divisionnaire de police Abdoul Malick Koné, est revenu entre autres sur certaines missions des Services spéciaux et des résultats obtenus sous son magistère.

«En effet, au cours ces 2 années et quelques mois malgré la faiblesse de nos moyens qui viennent d'être renforcés sérieusement, nous avons accompli des missions certes difficiles mais exaltantes dans la lutte contre le crime organisé sous toutes ses formes, le grand banditisme ainsi que dans la prévention et la protection contre la déstabilisation des institutions de la République. L'heure n'est pas à un discours, mais en plus des remerciements, je donnerai des consignes. Toutefois les saisies réalisées sur divers types de drogue, des faux médicaments et autres produits prohibés dont les statistiques sont disponibles sont illustratives des efforts fournis et nous ont largement permis d'endiguer à un moment donné le fléau de la drogue kush qui a endeuillé plusieurs familles avant de s'estomper et se réduire au plus bas niveau », a-t-il déclaré.

Quant au secrétaire général entrant, Mohamed Lamine Simakan, commissaire principal de police, il a

indiqué : «l'attente des populations sur la sécurité est grande, c'est l'espoir que suscite ma nomination à cette fonction. Car il y a une urgence d'aller vite et bien et les Guinéens fondent beaucoup d'espoir sur les missions de mon service qui constituent une priorité pour le Président de la République. Il s'agit pour l'essentiel de restaurer la confiance entre mon service et la population, de faire reculer la violence, de casser le trafic de tout genre et surtout de trouver les solutions. (...) Mesdames et messieurs, chers collègues de service, pour atteindre mes objectifs, j'en appelle à votre esprit patriotique, votre mobilisation et votre engagement sans faille, dans la cohésion et dans la solidarité car seul je peux aller vite mais ensemble nous pouvons aller très loin que possible»

Dans son intervention de circonstance, le vérificateur général, Dr Joseph Togna Doré, s'est adressé au secrétaire général entrant en ces termes : «Votre département est un département stratégique, parce que dans la sécurité, l'anarchie va régner. Et avec l'anarchie, rien de potable ne peut être bâti... »

Kéfina Diakité

de s'intensifier. Les intérêts de la Chine sur le continent africain sont centrés sur l'économie, la politique, la sécurité et la culture. L'Afrique est importante pour la Chine principalement parce qu'elle lui fournit d'importantes ressources pour soutenir sa base industrielle en pleine croissance, ainsi que pour assurer sa sécurité énergétique. En même temps, la Chine considère l'Afrique comme une destination importante pour ses produits manufacturés à bas prix. L'Afrique joue également un rôle important au sein des organisations multilatérales internationales et notamment dans celles où chaque pays-membre dispose d'une voix. La Chine tente ainsi d'attirer les gouvernements africains afin de recueillir le soutien de ses politiques sur la scène internationale. Depuis 2002, en effet, le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) est pleinement opérationnel, dont les membres sont 53 pays africains (c'est-à-dire tous pleinement reconnus à l'exception du Royaume d'Eswatini qui entretient des relations diplomatiques avec Taïwan), et qui fonctionne à trois niveaux, le niveau ministériel étant le plus élevé. Il se tient également tous les trois ans, en alternance entre un pays africain et la Chine. La dernière conférence du FOCAC s'est tenue à Pékin du 4 au 6 septembre 2024. Lors de cette 9e Conférence, le président chinois Xi Jinping s'est engagé à fournir à l'Afrique 360 milliards de yuans (50,7 milliards de dollars) d'aide financière au cours des trois prochaines années, tout en promettant que son gouvernement contribuerait à créer au moins 1 million d'emplois sur le continent.

Le FOCAC, créé en 2000, est le principal mécanisme de coordination multilatérale entre les pays africains et la Chine, et repose sur les déclarations sur les principes de coexistence pacifique. Il est le principal canal par lequel la Chine fournit des ressources aux pays africains. Par le biais du FOCAC, la Chine fournit des aides sous forme d'annulation de la dette (en 2003, elle a annulé 750 millions de dollars américains pour un total de 31 pays africains) sous forme de dons, de prêts à taux réduit et de prêts sans intérêt.

Pékin est donc le premier créancier et l'un des principaux financeurs de nombreux projets d'infrastructures. Les fonds chinois ont servi à la construction d'autoroutes, de voies ferrées -récemment les réseaux ferroviaires Addis-Abeba-Djibouti et Mombasa-Nairobi au Kenya ont été livrés aux gouvernements locaux -, de ports et de centrales électriques sur tout le continent (au Nigeria, au Ghana et au Gabon, par exemple). En effet, plus de 3 000 entreprises chinoises sont présentes dans les villes africaines, dont plus de 70 % sont des entreprises privées, constituant le pilier des investissements

chinois en Afrique. De 2017 à 2022, les investissements directs étrangers (IDE) de la Chine en Afrique ont atteint 74 milliards de yuans (10,14 milliards de dollars), ce qui représente 18 % des investissements directs étrangers mondiaux en Afrique et au même niveau que l'Europe et les États-Unis. Pékin est le premier partenaire commercial du continent africain. Selon le Fonds monétaire international (FMI), près d'un quart des exportations africaines sont destinées à la Chine, principalement des minéraux et des métaux, et environ 16 % des importations proviennent de ce pays. Les échanges commerciaux de la Chine avec les pays africains ont atteint un pic en 2023, à 282 milliards de dollars.

Parallèlement, comme le rapporte le Global Times, des touristes chinois ont visité plusieurs destinations africaines en 2024, notamment le Kenya, la Tanzanie et le Maroc. En fait, selon cette publication, le Kenya a annoncé 1,1 milliard de dollars de revenus provenant d'activités touristiques similaires au cours du seul premier semestre de 2024.

La Chine est en outre en concurrence féroce et ouverte avec l'Occident, en premier lieu avec les États-Unis, en Afrique, les deux superpuissances tentant d'accroître leur influence politique sur le continent et leur accès à ses ressources naturelles.

La campagne de pénétration de la Chine en Afrique prend un poids supplémentaire pour le régime chinois, qui revendique le leadership dans ce qu'on appelle le 'Sud global', qui a pris une telle ampleur qu'elle indique implicitement la réorganisation du pouvoir mondial entre un monde ancien et un monde émergent.

En conclusion, je voudrais souligner que le principe déclaré de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États ne doit en aucun cas être contourné par la Chine. L'avenir de l'Afrique, qui a été brutalement torturée par le colonialisme européen - la plus exploitée en termes de ses ressources naturelles et de sa population - doit être déterminé par les Africains, et non dicté par des puissances étrangères qui pourraient chercher à exploiter leurs ressources et leurs points problématiques à leur propre avantage.



*Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Facebook : Karderinis Isidoros